



66^e session de l'Assemblée générale

56^e session de la Commission de la condition de la femme

L'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels

**The empowerment of rural women and their role in poverty and
hunger eradication, development and current challenges**

New York, le 2 mars 2012

Déclaration prononcée par Sylvie Durrer, Cheffe de la Délégation Suisse

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs,

La Suisse accorde une place importante à l'agriculture tant au plan national qu'au plan international. Au plan national, la Suisse veut offrir aux familles paysannes de véritables perspectives économiques tout en renforçant leurs prestations écologiques et éthologiques. Il s'agit d'encourager une agriculture efficiente, offrant des conditions de travail décentes et respectant l'environnement et la nature.

Notre secteur agricole produit environ 60% des aliments consommés dans le pays. Il se caractérise par des exploitations familiales de petite taille, à composante intergénérationnelle. Ces dernières années, ce secteur a dû faire face à des ajustements structurels significatifs et l'importance économique des activités para-agricoles, telles que l'agritourisme, n'a cessé de croître.

Le secteur agricole, qui représente un peu plus de 3% de la population active, est constitué à hauteur d'un bon tiers de femmes. Du fait du système successoral mais surtout du fait des mentalités, les femmes sont rarement propriétaires et ne sont que 5% à être exploitantes.

Ces quelques chiffres ne doivent pas masquer le fait que la Suisse manque d'informations, notamment statistiques, sur la situation des femmes dans l'agriculture mais elle est en train de se

déterminer les nouvelles mesures à prendre.

Cela étant, nous savons que de nombreuses femmes assument une triple charge. Premièrement, elles contribuent à l'exploitation agricole ; deuxièmement, elles portent l'essentiel de la charge du travail domestique, familial et communautaire ; troisièmement, un grand nombre d'entre elles exercent une activité externe, qui constitue souvent un appoint financier nécessaire à la subsistance de la famille.

En Suisse, dans l'agriculture comme dans les autres secteurs, des progrès doivent être faits en matière de partage des tâches au sein du couple. En outre, il est important que les activités de *care* soient revalorisées et que l'on mette en place, sur l'ensemble du territoire, des infrastructures soutenant les familles dans les soins aux proches dépendants (enfants, personnes handicapées ou âgées).

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

La Suisse constate que si le rôle des femmes dans l'agriculture n'est pas toujours bien connu, il n'est pas non plus suffisamment reconnu.

Alors que notre pays jouit d'une culture politique qui veut que les personnes directement concernées soient impliquées dans les processus de décision, les femmes sont fortement sous-représentées dans les organisations agricoles.

Nous encourageons donc ces organisations à une plus grande mixité, de même d'ailleurs que les centres de formation et de recherche, qui n'accueillent eux aussi pas suffisamment de femmes.

La Suisse reconnaît cependant l'importance du rôle des femmes dans l'agriculture et défend leurs intérêts. Ainsi, le principe de l'égalité est intégré dans la loi. A partir du moment où une femme est enregistrée comme cheffe d'exploitation, elle jouit de tous les droits à l'instar des hommes.

Toutefois, moins connectées sur les plans économique et politique, les femmes ont de fait un accès souvent plus restreint que les hommes aux moyens financiers. C'est pourquoi la Suisse a mis en œuvre des formations et des documents spécifiquement adressés aux femmes (*Paysanne en toute conscience / Bewusst Bäuerin sein*). Nous devons cependant intensifier nos efforts dans ce domaine.

Dans le cadre de la coopération internationale, nous nous engageons pour que l'accès des femmes rurales à la terre et aux ressources naturelles soit pleinement garanti. Nous appliquons de façon systématique la budgétisation sensible au genre ; nous privilégions aussi les actions qui engendrent une amélioration durable des conditions de vie des petites exploitations et qui comprennent des activités ciblées pour l'autonomisation économique, politique et sociale des femmes.

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Pour mener à bien des projets au plan national comme au plan international, il faut investir des moyens. Nous avons établi, dans nos administrations, un vaste réseau d'offices spécialisés. La cour suprême vient d'ailleurs de rappeler que, l'égalité de fait n'étant pas atteinte, les structures institutionnelles demeurent nécessaires.

Ces structures doivent exister au niveau national mais aussi dans les organisations internationales. Nous saluons l'entité ONU Femmes et rappelons que celle-ci a besoin de plus de moyens pour accomplir sa mission. Par conséquent, la Suisse a décidé une augmentation très substantielle en octroyant à ONU Femmes une contribution de base de 8 millions de francs pour 2012, soit près de 9 millions de dollars.

Les structures - nationales et internationales - ont permis de réaliser de nombreux progrès, en particulier dans les domaines du droit et de l'instruction.

Les jeunes de Suisse considèrent même que l'égalité est réalisée, alors que notre pays fait encore face à une forte ségrégation dans le choix des formations et dans le parcours professionnel, alors que la violence domestique est toujours présente. C'est pourquoi, il importe de poursuivre l'éducation à l'égalité des jeunes, filles et garçons.

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Madam Chairperson,
Ladies and Gentlemen,

Switzerland considers agriculture, both domestic and international, a matter of great importance. At domestic level, it seeks to afford rural families real economic prospects while improving their environmental and ethological credentials. The aim is to promote an efficient agricultural sector that not only offers decent working conditions but also respects nature and the environment.

Our agricultural sector produces approximately 60% of the food consumed in our country. It is dominated by small farms run by several generations of the same family. In recent years, it has undergone significant structural adjustments and para-agricultural activities, such as agri-tourism, which carry ever more economic weight.

third of these are women. The system of succession and above all prevailing mentality rarely allow women to own the farm on which they work and only 5% of them manage the business.

These figures should not conceal the fact that Switzerland has a shortage of precise information, particularly statistical data, on the status of women in agriculture. However, it is in the process of acquiring the knowledge needed to identify current practices with greater precision and to determine what new steps need to be taken.

Nevertheless, we are aware that many women shoulder a triple burden. First, they contribute to the work on the farm. Second, they are principally in charge of domestic chores, family responsibilities and work in the community. Third, many of them also have an additional job outside the farm, which is often a much-needed source of income for the family.

In Switzerland, much remains to be done in agriculture as well as in other sectors of the economy to achieve an equitable sharing of household responsibilities between the couple. Added to this is the need to better recognize the importance of care-giving activities. To this end, Switzerland must put in place nationwide infrastructures to assist families who care for dependent relatives (children, disabled or elderly family members).

Madam Chairperson, Ladies and Gentlemen,

Switzerland notes that while the role that women play in agriculture is not well known, it is neither sufficiently valued.

Even though our political culture endeavors to involve all directly concerned parties in the decision-making process, when it comes to agricultural issues women are seriously underrepresented in farming organizations.

We therefore actively encourage these organizations, as well as agricultural colleges and research institutes, which currently do not accept enough women, to improve gender diversity.

Switzerland recognizes that women play an important role in agriculture and champions their cause. Indeed, gender equality is well enshrined in Swiss law. Once a woman is officially recorded as the head of an agricultural holding, she enjoys the same rights as her male peers.

Even so, access to funding is more restricted for women than it is for men due to the fact that they tend to be less well connected, both economically and politically. In response, Switzerland has launched a series of training courses and documents targeted specifically at women (*Paysanne en toute conscience/Bewusst Bäuerin sein*). However, we still have to step up our efforts in this field.

In the context of international cooperation, we support efforts to ensure that rural women have full access to land and natural resources. We have systematically adopted gender-responsive budgeting; we also support activities which aim to make lasting improvements to the living conditions of smallholders and which are targeted specifically at promoting the economic, political and social empowerment of women.

Madam Chairperson, Ladies and Gentlemen,

An infusion of resources is needed if we are to see our domestic and international projects through. An extensive network of equality offices has been established within the administration. Furthermore, the Supreme Court recently recalled that genuine gender equality has yet to be achieved and thus institutional structures must remain in place to reach this elusive goal.

Such structures should be in place not only at national level, but also within international organizations. We applaud the creation of UN Women and remind everyone that the necessary funding should be made available to the agency so that it can accomplish its mission. Consequently, Switzerland decided to substantially increase its core contribution to UN Women to 8 million Swiss francs for 2012, which is almost 9 million dollars.

National and international structures have enabled many advances to be made, particularly with regard to legislation and education.

Although the youth of Switzerland believe that gender equality has been achieved, there are still high levels of segregation in our country when it comes to educational choices and career possibilities. Also, the problem of domestic violence persists. This is why it is vital that adolescents, girls and boys are taught about gender equality.

Madam Chairperson, Ladies and Gentlemen,

Thank you for your attention.

